



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Discours de Bruno Le Maire devant les acteurs agricoles au Sommet de l'Élevage

Vendredi 6 octobre
Cournon d'Auvergne (63)

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Messieurs les Présidents,
Messieurs les Députés, nationaux et européens,
Madame la Sénatrice,
Messieurs les maires,

Je suis heureux de venir fêter la Saint-Bruno au Sommet de l'Élevage à Cournon, salon où j'ai eu des accueils, on va dire, variés, puisque c'est la quatrième fois que je viens. Parfois des accueils musclés et parfois des accueils chaleureux et souriants comme aujourd'hui. Donc je vous remercie de vos sourires et de l'accueil amical et chaleureux que j'ai depuis ce matin. Car à chaque fois, en tout cas, ça a été un accueil authentique et sincère.

Je suis venu ici vous parler avec authenticité et sincérité. Je suis venu d'abord vous dire que j'aime le Puy-de-Dôme, que j'aime l'élevage français, que j'aime les éleveurs français et qu'ils peuvent compter sur mon soutien sans faille dans les années qui viennent. Je suis ici pour défendre l'élevage français, pour défendre les éleveurs, pour rappeler des choses qui devraient être d'évidence mais qui sont parfois un peu oubliées. L'élevage est un atout économique majeur pour la nation française. Plus de 2 milliards d'euros d'excédent commercial. L'élevage est un atout écologique par rapport aux productions venues de pays plus lointains qui ne respectent pas les mêmes obligations environnementales que celles que vous respectez scrupuleusement. Et surtout l'élevage est un élément essentiel de notre patrimoine national et de notre culture. Il n'y a pas de France sans élevage et il ne peut pas y avoir de France sans éleveurs.

Je suis venu vous dire également que cette défense de l'élevage, on en parlait ce matin avec vos représentants, s'inscrit dans une certaine idée de la France, qui ne doit pas être uniquement un pays de consommateurs mais redevenir un grand pays de producteurs et de productions. Et tout l'engagement, tout le travail que nous menons avec le président de la République vise à réouvrir des usines et à réouvrir des exploitations agricoles, vise à défendre la production nationale de biens manufacturiers ou de produits agricoles.

Nous devons stopper la décapitalisation du cheptel bovin français. Nous devons stopper cette hémorragie comme nous sommes arrivés depuis quelques années à stopper l'hémorragie industrielle, les délocalisations industrielles pour réouvrir des usines et recréer des emplois d'ouvriers. Eh bien nous devons rouvrir des fermes, réouvrir des exploitations agricoles et donner envie à nos jeunes de s'investir dans l'élevage français.

Je vous ai défendu, je continue de vous défendre et je vous défendrai toujours. Je vous ai défendu je le rappelle parce que ça remonte tellement loin qu'on l'aurait parfois oublié. Brice Hortefeux était à l'époque ministre et nous étions dans le même Gouvernement. Je vous ai défendu comme ministre de l'Agriculture pendant 3 ans. Plan élevage, plan de réorganisation de la filière, soutien aux abattoirs, mesures face à la crise dramatique de 2009, nous avons été là à l'époque pour défendre l'élevage et défendre les paysans. J'étais là aussi pour défendre le budget de la politique agricole commune et je veux vous dire avec beaucoup de force : méfiez-vous de ceux qui viennent vous faire les yeux doux dans les allées du salon de l'élevage alors qu'ils demandent à Bruxelles une réduction de la contribution de la France à l'Union Européenne, donc une réduction du budget de la PAC. Ils tueront la PAC et ils tueront l'élevage français. Ne vous laissez pas séduire par des discours faciles qui affaibliront notre agriculture. Je vous défends donc comme ancien ministre de l'Agriculture mais puisque c'est la première fois qu'un ministre de l'Économie et des Finances vient ici, je vous défends aussi comme ministre de l'Économie et des Finances qui a un certain nombre de leviers à sa disposition.

Nous avons réformé les dispositifs assurantiels, nous avons manifesté notre soutien pendant la période du Covid. Mais aujourd'hui, face à l'inflation, je vois bien à quel point la vie est dure pour un certain nombre d'entre vous. L'inflation, elle augmente vos coûts de production et vous ne pouvez pas répercuter vos coûts de production sur le coût de la viande parce que les consommateurs eux-mêmes sont touchés par l'inflation et n'achèteront plus votre viande si elle est trop chère dans les rayons. J'ai donc décidé d'augmenter les provisions pour l'élevage de 150 euros par vache allaitante ou laitière avec un plafond de 15 000 euros comme cela avait été demandé par vos deux présidents qui sont efficaces dans leurs argumentaires et dans leurs capacités à faire bouger le ministre de l'Économie et des Finances et son ministère.

C'est un effort de plusieurs dizaines de millions d'euros pour la filière élevage à un moment où vous le savez, nous cherchons plutôt des économies supplémentaires que des dépenses supplémentaires. Mais je continuerai au-delà de cette mesure fiscale — et tant mieux si elle porte mon nom dans le budget 2024 — de vous défendre dans les années à venir quelle que soit ma place. D'abord, je vous défendrai dans les négociations internationales. Je refuse que l'agriculture soit la variable d'ajustement des négociations internationales et des accords commerciaux. L'agriculture est fondamentale, elle représente un intérêt fondamental pour la nation française, elle ne peut pas et elle ne sera jamais une variable d'ajustement.

Il ne peut pas y avoir d'accords commerciaux conclus sans le strict respect des mesures qui garantissent que les mêmes normes, les mêmes obligations, les mêmes soucis de protection de l'environnement sont imposés aux produits venus de l'étranger.

Si vous rencontrez des difficultés à l'exportation, je suis là. Si vous avez des problèmes d'accès au marché chinois, je suis là. Si vous avez des problèmes pour le respect d'un certain nombre de normes environnementales ou de contraintes sanitaires, nous sommes là avec mes équipes pour vous apporter des réponses et pour défendre vos intérêts.

Dans les négociations commerciales en cours, je veillerai aussi à la défense de vos intérêts et je veux lever toute inquiétude à ce sujet.

Nous avons voulu anticiper les négociations commerciales. Pourquoi ? Elles devaient avoir lieu en mars, nous examinons un texte de loi actuellement pour qu'elles soient conclues quelques semaines plus tôt, le 15 janvier. Mais ce n'est pas parce que nous modifions une fois cette date des négociations commerciales, que nous ne ferons pas respecter rigoureusement, scrupuleusement toutes les dispositions sans exception qui concourent à cet objectif de préservation des revenus agricoles, qu'il s'agisse des lois EGAlim 1, EGAlim 2 ou Descrozaile. La baisse des prix en rayon ne doit pas se traduire par un effort des producteurs agricoles, mais par un effort des distributeurs et des industriels et j'y veillerai personnellement. J'y veillerai avec la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et j'y veillerai en lançant deux missions immédiates.

La première mission sera conduite par l'Inspection générale des Finances et veillera au respect des marges des producteurs conformément aux lois EGAlim. J'y veillerai également par la mobilisation de l'Observatoire des prix et des marges qui devra s'assurer que les marges des producteurs agricoles sont préservées dans ces négociations.

Vos présidents me proposent de renforcer l'Observatoire des prix et des marges. Je suis prêt à toutes les propositions dans ce domaine-là pour garantir les marges et les revenus des producteurs.

Je suis prêt à vous défendre également par la mise en place du plan de soutien à la filière élevage qui a été annoncé hier par le ministre de l'Agriculture, avec lequel je travaille remarquablement bien, Marc Fesneau. Beaucoup de dispositifs de ce plan relèvent du ministre des Finances : l'affichage de l'origine de la viande dans les restaurants contrôlés par



est sous mon autorité, le financement des investissements à la transition écologique, c'est nous qui le garantirons.

La garantie publique à hauteur de 400 millions d'euros pour les nouveaux investissements, c'est une garantie qui est donnée par le Trésor public français et je veillerai à ce qu'elle soit accordée à tous les agriculteurs qui en ont besoin. Et si vous souhaitez aller plus loin, reprendre le fil de la contractualisation que j'avais portée comme ministre de l'Agriculture il y a 10 ans dans la filière laitière, et qui a donné de bons résultats, et que vos présidents, vos représentants s'engagent dans cette voie de la contractualisation, je suis prêt à vous aider, à

accélérer dans cette contractualisation et à veiller à ce que le rapport de force entre l'industrie agricole alimentaire, les distributeurs et les producteurs soit le plus équitable possible et vous permette d'avoir de la visibilité sur vos prix sur le long terme. Car c'est l'immense avantage de la contractualisation, notamment pour un jeune qui s'installe : avoir de la visibilité sur les prix, sur plusieurs années.

Quatrième sujet sur lequel je m'engage et sur lequel je continuerai à vous défendre, et je sais que ça a suscité pas mal de remous, c'est le GNR. Attention là aussi à tous ceux qui vous promettent monts et merveilles en vous disant "On ne touche à rien, on reste dépendant des énergies fossiles". Mais le coût des énergies fossiles ne cessera d'augmenter et personne n'y peut rien pour une raison qui est simple : la France ne produit ni gaz, ni pétrole. Il est donc irresponsable de ne pas accompagner les agriculteurs et les éleveurs dans cette transition. Et cette transition, je veux qu'elle soit progressive, je veux qu'elle soit discutée avec vous et je veux que tous les avantages financiers vous reviennent à vous.

Progressive, ça veut dire que nous ferons une augmentation progressive année après année jusqu'en 2030, et pas plus, de 2,85 centimes par litre de carburant. Cela me paraît responsable et raisonnable, et on en a discuté avec vos représentants. Je veux qu'elle soit mesurée et discutée avec vous, donc nous ne supprimerons pas tout avantage fiscal pour les agriculteurs sur le GNR. Au bout des 7 années qui nous mènent jusqu'à 2030, il restera un avantage fiscal sur le GNR pour les agriculteurs, qui sera significatif et qui fera que vous resterez une des professions agricoles avec l'avantage fiscal le plus élevé dans tous les pays européens. Je veux là-dessus lever tout malentendu par rapport à des déclarations un peu rapides que j'ai pu faire sur une chaîne de télévision il y a quelques mois et qui avaient suscité, je le sais, pas mal de controverses.

Enfin troisième chose, je souhaite que l'intégralité des recettes issues de cette augmentation de 2,85 centimes par litre de carburant vous reviennent à vous, reviennent aux exploitations et nous permettent de financer une filière de biocarburant qui sera plus économe et plus rentable pour vous.

Enfin, je m'engage sur un cinquième point, c'est la simplification des règles et des normes. J'ai ouvert les Assises de la simplification qui devaient être concentrées sur le bâtiment des travaux publics d'ici la fin de l'année au ministère de l'Economie et des finances. J'invite tous mes amis agriculteurs, tous mes amis éleveurs à participer à ces assises de la simplification pour qu'on regarde ensemble toutes les norme, toutes les règles, toutes les obligations qui ne donnent pas les effets attendus, qui sont coûteuses pour vous et dont le rendement n'est pas à la hauteur de ce que nous pouvions espérer.

Un dernier mot pour conclure, vous défendre ce n'est pas simplement vous apporter du soutien financier, vous défendre ce n'est pas simplement vous apporter de la visibilité économique, vous défendre, ce n'est pas simplement expliquer qu'on va veiller aux respects de vos marges même si c'était essentiel pour vous, vous défendre quand on est un responsable politique, c'est avoir le courage de dire haut et fort qu'on aime consommer de la viande de qualité française. C'est avoir le courage de valoriser la consommation de viande française, que ce soit de la viande ovine, bovine ou porcine. C'est refuser les attaques dont vous faites l'objet matin, midi et soir. Des attaques inacceptables de la part de gens qui, en général, n'ont jamais mis les pieds dans une exploitation agricole, qui méconnaissent votre travail, vos efforts pour ne pas dire parfois vos sacrifices, des attaques qui viennent de toutes parts, parfois même des endroits les plus inattendus.

Personne ne nous interdira de faire des barbecues le week-end si nous souhaitons en faire. Personne ne nous interdira de consommer de la viande de qualité française parce que nous estimons que c'est bon pour nous et que cette viande-là est préférable pour nos enfants et pour la planète que d'autres viandes importées. Personne ne remettra en cause nos habitudes alimentaires. Personne ne remettra en cause les fondamentaux de la gastronomie française. Personne ne remettra en cause ce qui vit ici, à Cournon, au Sommet de l'Elevage, une certaine idée de notre culture et de nos traditions. J'aime l'élevage, j'aime les éleveurs, j'aime consommer de la viande de qualité française et j'ai maintenant avec grande impatience le bonheur d'aller circuler dans ce salon où j'espère que vous me ferez le bonheur de m'offrir de quoi faire un bon petit déjeuner. Pas uniquement du café et des croissants, mais une belle entrecôte.

Je vous remercie.